

7. Chacune des Parties notifie à l'autre Partie l'accomplissement des procédures internes constitutionnelles et légales requises par sa législation pour la mise en vigueur des dispositions de la présente lettre.

8. Les dispositions de la présente lettre peuvent être revues à la demande d'une des Parties.

J'ai l'honneur de proposer que la présente lettre et votre lettre de réponse, confirmant l'approbation de son contenu, constituent un accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et que cet accord entre en vigueur le premier jour du second mois suivant la date d'échange de la dernière notification de l'accomplissement des procédures internes constitutionnelles et légales requises prévue à l'article 7. Je vous prie d'agréer, Madame la ministre, l'expression de ma haute considération. »

J'ai l'honneur de vous informer de l'acceptation par le Royaume de Belgique des dispositions formulées dans votre lettre qui, avec la présente réponse, constitue un accord entre le Royaume de Belgique et l'OTAN relative à l'ouverture et l'exploitation d'une pharmacie sur le siège permanent de l'OTAN.

Je vous prie d'agréer, M. le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Mme L. ONKELINX,
Vice-Première Ministre
et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

7. Elke Partij stelt de andere Partij ervan in kennis dat aan de voor de inwerkingtreding van de bepalingen van deze brief vereiste interne grondwettelijke en wettelijke procedures is voldaan.

8. De bepalingen van deze brief kunnen op verzoek van een Partij worden herzien.

Ik heb de eer voor te stellen dat deze brief samen met uw antwoord, waarin de goedkeuring van zijn inhoud wordt bevestigd, een Akkoord vormen tussen het Koninkrijk België en de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie en dat dit Akkoord in werking treedt op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de datum van de laatste kennisgeving van voltooiing van interne grondwettelijke en wettelijke procedures zoals voorzien in artikel 7. »

Ik heb de eer U mede te delen dat het Koninkrijk België de bepalingen opgenomen in uw brief aanvaardt, en te bevestigen dat uw brief samen met dit antwoord een Akkoord vormen tussen het Koninkrijk België en de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie betreffende de opening en de uitbating van een apotheek in de Zetel van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie.

Met de meeste hoogachting.

Mevr. L. ONKELINX,
Vice-Eerste Minister en Minister
van Sociale Zaken en Volksgezondheid

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2013/09257]

27 MAI 2013. — Loi modifiant diverses législations en matière de continuité des entreprises

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — Modifications de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises

Art. 2. À l'article 2, c), de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, le mot « judiciaires » est inséré entre les mots « des décisions » et les mots « prises dans le cadre ».

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article 2/1 rédigé comme suit :

« Art. 2/1. Sans préjudice de la nature des créances résultant de contrats à prestations successives et de l'effet, sur la créance, d'un paiement intervenu après l'ouverture de la procédure, la nature de la créance est déterminée au moment de l'ouverture de la procédure. ».

Art. 4. A l'article 3 de la même loi, les mots « les agriculteurs, » sont insérés entre les mots « code de commerce » et les mots « la société agricole ».

Art. 5. Dans l'article 5, de la même loi, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Tout intéressé ne peut intervenir volontairement dans les procédures prévues par la présente loi que par une requête contenant, à peine de nullité, les moyens et les conclusions. Une intervention forcée n'est possible que par citation ou comparution volontaire conformément à l'article 706 du Code judiciaire. ».

Art. 6. A l'article 6 de la même loi, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Une notification a lieu par courrier ordinaire ou par courrier électronique. ».

Art. 7. Dans la même loi, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. § 1^{er}. Le Roi peut fixer, après avoir recueilli l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, les conditions auxquelles doivent satisfaire les déclarations, communications et notifications qui, aux termes de la loi, peuvent être faites par voie électronique, afin de

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2013/09257]

27 MEI 2013. — Wet tot wijziging van verschillende wetgevingen inzake de continuïteit van de ondernemingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen

Art. 2. In artikel 2, c), van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen wordt het woord « gerechtelijke » ingevoegd tussen de woorden « verzoekschrift of » en de woorden « beslissingen genomen ».

Art. 3. In dezelfde wet, wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 2/1. Onverminderd de aard van de schuldvorderingen die voortvloeien uit overeenkomsten met opeenvolgende prestaties en onverminderd het effect op de schuldvordering, van een betaling die is gebeurd na de opening van de procedure, wordt de aard van de schuldvordering bepaald op het ogenblik van het openen van de procedure. ».

Art. 4. In artikel 3 van dezelfde wet worden de woorden « de landbouwers, » ingevoegd tussen de woorden « wetboek van koophandel » en de woorden « de landbouwvennootschap ».

Art. 5. In artikel 5 van dezelfde wet wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« Elke belanghebbende kan alleen bij een verzoekschrift dat, op straffe van nietigheid de middelen en de conclusies bevat vrijwillig tussenkomen in de bij deze wet bepaalde procedures. Een gedwongen tussenkomst kan alleen gebeuren bij dagvaarding of vrijwillige verschijning overeenkomstig artikel 706 van het Gerechtelijk Wetboek. ».

Art. 6. In artikel 6 van dezelfde wet wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Een kennisgeving geschiedt bij gewone brief of per elektronische post. ».

Art. 7. In dezelfde wet, wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 6/1. § 1. De Koning kan, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de voorwaarden bepalen waaraan de aangiften, mededelingen en kennisgevingen die volgens deze wet elektronisch mogen gedaan

garantir qu'elles émanent effectivement de celui qui les fait ou que le destinataire en a effectivement pris connaissance.

§ 2. Le Roi peut également, sans contraindre quiconque à accomplir un acte juridique par voie électronique lorsqu'une disposition légale ne le prévoit pas, adapter dans les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, toute disposition légale qui constituerait un frein au règlement électronique des procédures de réorganisation judiciaire.

Les arrêtés royaux pris conformément à l'alinéa 1^{er} sont abrogés s'ils n'ont pas été confirmés par une loi dans les quinze mois de leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. A l'article 10 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 3, les mots « deux trimestres » sont remplacés par les mots « un trimestre »;

b) à l'alinéa 4, les mots « deux trimestres » sont remplacés par les mots « un trimestre »;

c) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« L'expert-comptable externe, le conseil fiscal externe, le comptable agréé externe, le comptable-fiscaliste agréé externe et le réviseur d'entreprises qui constatent dans l'exercice de leur mission des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'entreprise du débiteur, en informant de manière circonstanciée ce dernier, le cas échéant au travers de son organe de gestion. Si dans un délai d'un mois à dater de l'information faite au débiteur, ce dernier ne prend pas les mesures nécessaires pour assurer la continuité de l'entreprise pendant une période minimale de douze mois, l'expert-comptable externe, le conseil fiscal externe ou le réviseur d'entreprises peuvent en informer par écrit le président du tribunal de commerce. Dans ce cas, l'article 458 du Code pénal n'est pas applicable. ».

Art. 9. A l'article 12 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Le juge peut recueillir auprès de l'expert-comptable externe, du conseil fiscal externe, du comptable agréé externe, du comptable-fiscaliste agréé externe et du réviseur d'entreprises du débiteur des informations concernant les recommandations qu'ils ont faites au débiteur et, le cas échéant, les mesures qui ont été prises afin d'assurer la continuité de l'entreprise. Dans ce cas, l'article 458 du Code pénal n'est pas applicable. »;

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « par deux fois » sont supprimés et l'alinéa est complété par les phrases suivantes: « L'assistance d'un greffier n'est pas requise. Le juge pourra dresser seul procès-verbal de ses constatations et des déclarations recueillies. »;

c) le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le juge termine l'examen dans un délai de quatre mois. Lorsque le juge a terminé cet examen, il rédige dans le délai précité un rapport concernant les opérations accomplies et y joint ses conclusions. Le rapport est joint aux données recueillies et communiqué à la chambre d'enquête commerciale, au président du tribunal et au ministère public. La chambre d'enquête commerciale peut décider de prolonger l'examen pour une durée qui ne peut excéder quatre mois. ».

Art. 10. A l'article 17 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, la phrase introductive est remplacée par ce qui suit : « A peine d'irrecevabilité, il joint à sa requête : »;

b) dans le paragraphe 2, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o l'indication d'une adresse électronique à laquelle il peut être joint tant que dure la procédure et à partir de laquelle il peut accuser réception des communications; »;

« c) dans le paragraphe 2, 4^o, les mots « qui auraient dû être déposés conformément aux statuts, ainsi que les comptes annuels du dernier exercice, qui n'auraient éventuellement pas encore été déposés » sont insérés entre les mots « les deux derniers comptes annuels » et les mots « ou, si le débiteur »;

worden, moeten voldoen om te waarborgen dat zij daadwerkelijk uitgaan van degene die ze doet of dat de geadresseerde ze daadwerkelijk ontvangen heeft.

§ 2. Zonder wie dan ook te verplichten een rechtshandeling te stellen via elektronische weg als geen wettelijke bepaling erin voorziet, kan de Koning eveneens, binnen achttien maanden na de inwerkingtreding van dit artikel, elke wettelijke bepaling aanpassen die een rem zou vormen voor de elektronische afhandeling van de procedures van gerechtelijke reorganisatie.

De koninklijke besluiten genomen krachtens het eerste lid zijn opgeheven wanneer ze niet bij wet bekrachtigd zijn binnen vijftien maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. In artikel 10 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het derde lid worden de woorden « twee kwartalen » vervangen door de woorden « een kwartaal »;

b) in het vierde lid worden de woorden « twee kwartalen » vervangen door de woorden « een kwartaal »;

c) tussen het vierde en het vijfde lid wordt een lid ingevoegd, luidende :

« De externe accountant, de externe belastingconsulent, de externe erkend boekhouder, de externe erkend boekhouder-fiscalist en de bedrijfsrevisor die in de uitoefening van hun opdracht gewichtige en overeenstemmende feiten vaststellen die de continuïteit van de onderneming van de schuldenaar in het gedrang kunnen brengen, lichten deze laatste hiervan op een omstandige wijze in, in voorkomend geval via zijn bestuursorgaan. Indien de schuldenaar binnen een termijn van een maand vanaf die kennisgeving niet de nodige maatregelen treft om de continuïteit van de onderneming voor een minimumduur van twaalf maanden te waarborgen, kan de externe accountant, de externe belastingconsulent of de bedrijfsrevisor de voorzitter van de rechtbank van koophandel daarvan schriftelijk inlichten. In dat geval is artikel 458 van het Strafwetboek niet toepasselijk. ».

Art. 9. In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 wordt tussen het vierde en het vijfde lid een lid ingevoegd, luidende :

« De rechter mag bij de externe accountant, de externe belastingconsulent, de externe erkend boekhouder, de externe erkend boekhouder-fiscalist en de bedrijfsrevisor van de schuldenaar, inlichtingen inwinnen nopens de aanbevelingen die zij gedaan hebben aan de schuldenaar en, in voorkomend geval, nopens de maatregelen die genomen zijn om de continuïteit van de onderneming te waarborgen. In dat geval is artikel 458 van het Strafwetboek niet van toepassing. »;

b) in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden « tot tweemaal toe » opgeheven en wordt het lid aangevuld met de volgende zinnen : « De bijstand van een griffier is niet vereist. De rechter kan geheel alleen proces-verbaal opmaken van zijn bevindingen en van de afgelegde verklaringen. »;

c) paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De rechter beëindigt het onderzoek binnen een termijn van vier maanden. Wanneer de rechter dit onderzoek heeft beëindigd, stelt hij binnen de voornoemde termijn een verslag op over de gedane verrichtingen en voegt er zijn conclusie aan toe. Het verslag wordt gevoegd bij de verzamelde gegevens en medegedeeld aan de kamer voor handelonderzoek, aan de voorzitter van de rechtbank en aan het openbaar ministerie. De kamer voor handelonderzoek kan beslissen het onderzoek te verlengen voor een duur die niet meer dan vier maanden mag bedragen. ».

Art. 10. In artikel 17 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 2, wordt de inleidende zin vervangen als volgt : « Op straffe van niet-ontvankelijkheid, voegt hij bij zijn verzoekschrift : »;

b) in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 3^o vervangen als volgt :

« 3^o de vermelding van een elektronisch adres waarbij hij zolang de procedure duurt, kan worden bereikt en waaruit hij de ontvangst kan melden van de ontvangen mededelingen; »;

c) in paragraaf 2, 4^o, worden de woorden « die volgens de statuten hadden moeten neergelegd zijn en de eventueel nog niet neergelegde jaarrekening van het laatste boekjaar » ingevoegd tussen de woorden « de twee recentste jaarrekeningen » en de woorden « of, indien de schuldenaars »;

d) dans le paragraphe 2, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° une situation comptable qui reflète l'actif et le passif et le compte de résultats ne datant pas de plus de trois mois, établis sous la supervision d'un réviseur d'entreprises, d'un expert-comptable externe, d'un comptable agréé externe ou d'un comptable-fiscaliste agréé externe; »;

e) dans le paragraphe 2, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° un budget contenant une estimation des recettes et dépenses pour la durée minimale du sursis demandé, préparé avec l'assistance d'un expert-comptable externe, d'un comptable fiscaliste agréé externe ou d'un réviseur d'entreprises; sur avis de la Commission des normes comptables, le Roi peut établir un modèle de prévisions budgétaires; »;

f) dans le paragraphe 2, 8°, les mots « s'il est en mesure de les formuler, » sont abrogés;

g) dans le paragraphe 2, le 10° est abrogé;

h) le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En outre, le débiteur peut joindre à sa requête toutes autres pièces qu'il juge utiles pour l'étayer. »;

i) dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « Dans les vingt-quatre heures » sont remplacés par les mots « Dans les quarante-huit heures »;

j) le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 11. L'article 20 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. § 1^{er}. Au greffe est tenu un dossier de la réorganisation judiciaire contenant tous les éléments relatifs à la procédure et au fond de l'affaire, en ce compris les rapports des administrateurs provisoires et mandataires de justice ainsi que les rapports du juge délégué et les avis du ministère public.

§ 2. Le dépôt d'un titre par le créancier au dossier de la réorganisation judiciaire, que ce dépôt soit fait matériellement ou par voie électronique, interrompt la prescription de la créance. Il vaut également mise en demeure.

§ 3. Le Roi fixe le moment à partir duquel les dossiers ou une partie de ceux-ci, pourront être consultés électroniquement à distance.

§ 4. Chaque partie à la procédure et tout créancier repris sur la liste mentionnée à l'article 17, § 2, 7°, peut prendre connaissance du dossier.

Toute autre personne ayant un intérêt légitime peut, par une demande adressée au juge délégué, demander à pouvoir prendre connaissance du dossier ou d'une partie de ce dossier.

§ 5. La consultation à distance du dossier électronique ou la délivrance d'une copie du dossier sur un support matériel, donnent lieu au paiement d'une redevance dont le montant est fixé par le Roi. La consultation du dossier est gratuite pour les catégories de personnes ou d'institutions déterminées par le Roi.

§ 6. Le Roi détermine, sur avis de la Commission de la protection de la vie privée, comment est accordé l'accès au dossier visé au présent article, quelles données ne sont accessibles que de manière limitée et la manière dont la confidentialité et la conservation du dossier seront garanties. ».

Art. 12. Dans l'article 21 de la même loi, les mots « le tribunal » sont chaque fois remplacés par les mots « le tribunal ou le juge délégué ».

Art. 13. L'article 23 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. § 1^{er}. La procédure de réorganisation judiciaire est ouverte dès que la continuité de l'entreprise est menacée, à bref délai ou à terme, et qu'a été déposée la requête visée à l'article 17, § 1^{er}.

§ 2. Lorsque le débiteur est une personne morale, la continuité de son entreprise est en tout cas présumée être menacée si les pertes ont réduit l'actif net à moins de la moitié du capital social.

§ 3. L'état de faillite du débiteur ne fait pas obstacle en soi à l'ouverture ou à la poursuite de la procédure de réorganisation judiciaire.

§ 4. L'absence des pièces visées à l'article 17, § 2, ne fait pas obstacle à l'application de l'article 59, § 2.

§ 5. Si la demande émane d'un débiteur qui a déjà sollicité et obtenu l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire moins de trois ans plus tôt, la procédure de réorganisation judiciaire ne peut être ouverte qu'au cas où elle tend au transfert, sous autorité de justice, de

d) in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 5° vervangen als volgt :

« 5° een boekhoudkundige staat die het actief en het passief weergeeft en de resultatenrekening die maximum drie maanden oud is, opgesteld onder toezicht van een bedrijfsrevisor, een externe accountant, een externe erkend boekhouder of een externe erkende boekhouder-fiscalist; »;

e) in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 6° vervangen als volgt :

« 6° een begroting met een schatting van de inkomsten en uitgaven voor ten minste de duur van de gevraagde opschorting, opgesteld met de bijstand van een externe accountant, een externe erkende boekhouder, een externe erkende boekhouder-fiscalist of een bedrijfsrevisor; op advies van de Commissie voor boekhoudkundige normen kan de Koning een model opleggen van geraamde begroting; »;

f) in paragraaf 2, 8°, worden de woorden « zo mogelijk, » opgeheven;

g) in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 10° opgeheven;

h) paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Daarnaast kan de schuldenaar bij zijn verzoekschrift alle andere stukken voegen die hij nuttig oordeelt om het verzoek toe te lichten. »;

i) in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « Binnen vier en twintig uren » vervangen door de woorden « Binnen achtenveertig uren »;

j) paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 20 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. § 1. Ter griffie wordt een dossier van de gerechtelijke reorganisatie gehouden waarin alle elementen met betrekking tot deze procedure en de grond van de zaak voorkomen, met inbegrip van de verslagen van de rechtsmandatarissen en voorlopige bestuurders, evenals de verslagen van de gedelegeerd rechter en de adviezen van het openbaar ministerie.

§ 2. De neerlegging, zowel materieel als elektronisch, van een titel door de schuldeiser in het dossier van de gerechtelijke reorganisatie stuit de verjaring van de schuld. Zij geldt ook als ingebrekestelling.

§ 3. De Koning bepaalt vanaf wanneer de dossiers of een deel ervan, elektronisch van op afstand zullen kunnen worden geraadpleegd.

§ 4. Iedere partij in de procedure en elke schuldeiser die voorkomt op de in artikel 17, § 2, 7°, vermelde lijst krijgt inzage van het dossier.

Iedere andere persoon die een rechtmatig belang kan aantonen, kan aan de gedelegeerd rechter toestemming vragen om inzage te krijgen van het dossier of van een deel ervan.

§ 5. De raadpleging van op afstand van het elektronisch dossier of het verkrijgen van een afschrift van het dossier op een materiële drager geven aanleiding tot de betaling van een retributie waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald. De raadpleging van het dossier is kosteloos voor de door de Koning bepaalde categorieën van personen of instellingen.

§ 6. De Koning bepaalt op advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer hoe de toegang tot het in dit artikel bedoelde dossier wordt toegekend, welke gegevens slechts op beperkte wijze toegankelijk zijn en de wijze waarop de vertrouwelijkheid en de bewaring van het dossier worden gewaarborgd. ».

Art. 12. In artikel 21 van dezelfde wet worden de woorden « de rechtbank » telkens vervangen door de woorden « de rechtbank of de gedelegeerd rechter ».

Art. 13. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. § 1. De procedure van gerechtelijke reorganisatie wordt geopend zodra de continuïteit van de onderneming, onmiddellijk of op termijn, bedreigd is en het in artikel 17, § 1, bedoelde verzoekschrift is neergelegd.

§ 2. Indien de schuldenaar een rechtspersoon is, wordt de continuïteit van zijn onderneming in elk geval geacht bedreigd te zijn wanneer de verliezen het nettoactief hebben herleid tot minder dan de helft van het maatschappelijk kapitaal.

§ 3. De staat van faillissement van de schuldenaar sluit op zich niet uit dat een procedure van gerechtelijke reorganisatie kan worden geopend of voortgezet.

§ 4. Het ontbreken van de in artikel 17, § 2, bepaalde stukken sluit niet uit dat toepassing wordt gemaakt van artikel 59, § 2.

§ 5. Wanneer het verzoek uitgaat van een schuldenaar die minder dan drie jaar tevoren reeds het openen van een procedure van gerechtelijke reorganisatie heeft aangevraagd en verkregen, kan de procedure van gerechtelijke reorganisatie enkel geopend worden indien

tout ou partie de l'entreprise ou de ses activités.

Si la demande émane d'un débiteur qui a déjà sollicité et obtenu l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire plus de trois mois moins de cinq ans plus tôt, la nouvelle procédure de réorganisation judiciaire ne peut remettre en cause les acquis des créanciers obtenus lors de la procédure antérieure. ».

Art. 14. A l'article 24 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le tribunal procède à l'examen de la requête en réorganisation judiciaire dans les quatorze jours de son dépôt au greffe.

Sauf s'il a renoncé à cette convocation, le débiteur est convoqué par le greffier au plus tard trois jours francs avant l'audience.

Le débiteur est entendu en chambre du conseil, sauf s'il a expressément manifesté sa volonté d'être entendu en audience publique.

Le juge délégué entendu en son rapport, le tribunal statue par jugement dans les huit jours de l'examen de la demande. Si une omission ou une irrégularité dans le dépôt de documents n'est pas d'une nature telle qu'elle empêche le tribunal d'examiner si les conditions prévues à l'article 23 sont remplies et si elle peut être réparée par le débiteur, le tribunal peut, après avoir entendu le débiteur, mettre l'affaire en continuation ou faire application de l'article 769, alinéa 2, du Code judiciaire. »;

b) l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le tribunal peut, dans le jugement qui déclare ouverte la procédure de réorganisation judiciaire ou dans toute autre décision ultérieure, imposer au débiteur des obligations d'information complémentaires facilitant le suivi de la procédure.

Le tribunal peut notamment obliger le débiteur à déposer dans le dossier, aux moments qu'il précise, une liste des créanciers établie selon un modèle qu'il précise. Le Roi peut déterminer de quelle façon la liste doit être déposée.

Si le débiteur ne se conforme pas à ces obligations, le tribunal peut agir comme prévu à l'article 41 ou peut, le cas échéant, refuser de proroger le sursis sollicité en vertu de l'article 38. ».

Art. 15. A l'article 26 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3^o, les mots « leur adresse » sont remplacés par les mots « l'adresse électronique à laquelle les communications électroniques destinées au juge délégué doivent être adressées et l'adresse du mandataire de justice »;

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4^o, les mots « l'objectif ou les objectifs de la procédure, » sont insérés entre le chiffre « 4^o » et les mots « l'échéance du »;

c) le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est complété par un 6^o rédigé comme suit :

« 6^o le cas échéant, les modalités d'accès au dossier électronique. »;

d) le paragraphe 2 est complété par cinq alinéas rédigés comme suit :

« Il joint en outre à cette communication la liste des créanciers visée à l'article 17, § 2, 7^o.

La communication visée dans le présent paragraphe peut se faire par voie électronique.

Le débiteur transmet au greffier, soit par voie électronique, soit sur un support matériel, une copie de la communication visée au présent article, afin qu'elle soit versée au dossier visé à l'article 20.

Le débiteur transmet au greffe, pour être versé au dossier visé à l'article 20, tout accusé de réception ou toute observation faite par un créancier quant à cette communication.

Le Roi peut préciser quels sont les éléments qui doivent figurer dans la communication et le modèle selon lequel elle doit être rédigée. ».

Art. 16. L'article 28 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. § 1^{er}. En cas de manquement grave et caractérisé du débiteur ou de l'un de ses organes, le tribunal peut désigner, pour la durée du sursis, un ou plusieurs mandataires de justice qu'il charge d'une mission dont il détermine de manière précise l'étendue et la durée.

ze strekt tot overdracht, onder gerechtelijk gezag, van het geheel of een gedeelte van de onderneming of van haar activiteiten.

Wanneer het verzoek uitgaat van een schuldenaar die meer dan drie maar minder dan vijf jaar tevoren reeds het openen van een procedure van gerechtelijke reorganisatie heeft aangevraagd en verkregen, mag de nieuwe procedure van gerechtelijke reorganisatie niet terugkomen op de verworvenheden van de schuldeisers die zijn verkregen tijdens de vorige procedure. ».

Art. 14. In artikel 24 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De rechtbank behandelt het verzoek tot gerechtelijke reorganisatie binnen een termijn van veertien dagen na de neerlegging van het verzoekschrift ter griffie.

Behoudens verzaking aan deze oproeping wordt de schuldenaar uiterlijk drie vrije dagen voor de zitting opgeroepen door de griffier.

De schuldenaar wordt in raadkamer gehoord, tenzij hij uitdrukkelijk de wil heeft geuit om in openbare terechtzitting te worden gehoord.

Nadat zij het verslag van de gedelegeerd rechter heeft gehoord, doet de rechtbank uitspraak bij vonnis binnen een termijn van acht dagen na de behandeling van het verzoek. Indien een verzuim of onregelmatigheid bij de neerlegging van de stukken niet van die aard is dat de rechtbank daardoor wordt verhinderd te onderzoeken of de in artikel 23 bepaalde voorwaarden vervuld zijn en indien dat verzuim of die onregelmatigheid door de schuldenaar kan worden hersteld, kan de rechtbank, nadat de schuldenaar gehoord is, de zaak voor verdere behandeling uitstellen of artikel 769, tweede lid, van het Gerechtelijk wetboek toepassen. »

b) het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

« § 4. In het vonnis waarbij de procedure van gerechtelijke reorganisatie wordt geopend of in elke latere beslissing, kan de rechtbank aan de schuldenaar bijkomende informatieverplichtingen opleggen om de opvolging van de procedure te vergemakkelijken.

De rechtbank kan inzonderheid aan de schuldenaar opleggen op bepaalde tijdstippen de volgens een model bepaald door de rechtbank opgestelde lijst van schuldeisers neer te leggen in het dossier. De Koning kan bepalen op welke wijze de lijst moet worden neergelegd.

Indien de schuldenaar deze verplichtingen niet naleeft kan de rechtbank handelen zoals bepaald in artikel 41, of desgevallend de aanvraag tot verlenging, zoals bepaald in artikel 38, weigeren. ».

Art. 15. In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, tweede lid, 3^o, worden de woorden « met hun adres » vervangen door de woorden « met het elektronisch adres waarop de elektronische mededelingen aan de gedelegeerd rechter moeten worden gericht en met het adres van de rechtsmandataris »;

b) in paragraaf 1, tweede lid, 4^o, worden de woorden « het doel of de doelstellingen van de procedure, » ingevoegd tussen het cijfer « 4^o » en de woorden « de einddatum van »;

c) paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld met een 6^o, luidende :

« 6^o in voorkomend geval, de wijze waarop toegang kan verkregen worden tot het elektronisch dossier. »;

d) paragraaf 2 wordt aangevuld met vijf leden, luidende :

« Bovendien voegt hij bij die mededeling de in artikel 17, § 2, 7^o, bedoelde lijst van schuldeisers.

De in deze paragraaf bedoelde mededeling kan elektronisch worden gedaan.

De schuldenaar bezorgt de griffier, hetzij elektronisch, hetzij op een materiële drager, een kopie van de in dit artikel bedoelde mededeling om ze op te nemen in het in artikel 20 bedoelde dossier.

De schuldenaar bezorgt de griffie alle ontvangstbewijzen of alle opmerkingen die de schuldeiser heeft gemaakt over die mededeling, om ze op te nemen in het in artikel 20 bedoelde dossier.

De Koning kan bepalen welke gegevens in de mededeling moeten opgenomen worden en volgens welk model deze moet worden opgesteld. ».

Art. 16. Artikel 28 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 28. § 1. Als de schuldenaar of een van zijn organen een kennelijke grove tekortkoming hebben begaan, kan de rechtbank voor de duur van de opschorting een of meer rechtsmandatarissen aanstellen, die zij belast met een opdracht waarvan zij de inhoud en duur nauwkeurig bepaalt.

§ 2. En cas de faute grave et caractérisée ou de mauvaise foi manifeste du débiteur ou d'un de ses organes, le tribunal peut leur substituer, pour la durée du sursis, un administrateur provisoire chargé d'administrer l'entreprise de la personne physique ou de la personne morale.

§ 3. Le tribunal statue à la demande de tout intéressé ou du ministère public, dans le jugement qui ouvre la procédure de réorganisation judiciaire ou dans un jugement ultérieur, le débiteur entendu en ses moyens et le juge délégué entendu en son rapport.

Dans la mesure où la demande est fondée sur des fautes imputées à une personne physique ou morale déterminée, autre que le débiteur, cette personne doit être appelée en intervention forcée par le débiteur.

§ 4. A tout moment pendant le sursis, le tribunal, saisi et statuant de la même manière et sur le rapport du mandataire de justice ou de l'administrateur provisoire, peut retirer la décision prise en application des paragraphes 1^{er} et 2, ou modifier les pouvoirs du mandataire de justice ou de l'administrateur provisoire.

§ 5. Ces décisions sont publiées conformément à l'article 26, § 1^{er}, et notifiées conformément à l'article 26, § 3.

§ 6. Les présentes dispositions ne portent pas préjudice aux actions de droit commun tendant à la désignation de mandataires de justice, que ce soit ou non comme administrateur provisoire.

§ 7. Les jugements rendus en application du paragraphe 1^{er} ne sont pas susceptibles d'opposition.

§ 8. L'appel en est formé par requête déposée au greffe de la cour d'appel dans les huit jours de la notification du jugement. Le greffier de la cour d'appel notifie la requête sous pli judiciaire à l'éventuelle partie intimée et, le cas échéant, par pli ordinaire à son avocat, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit le dépôt de la requête. ».

Art. 17. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Le sursis n'affecte pas le sort des créances spécifiquement gagées depuis le moment de la constitution du gage. Les créances qui font partie d'un fonds de commerce donné en gage ne sont, en tant que telles, pas considérées comme spécifiquement gagées. ».

Art. 18. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. § 1^{er}. Le sursis ne fait pas obstacle au paiement volontaire de créances sursitaires par le débiteur dans la mesure où ce paiement est nécessaire à la continuité de l'entreprise.

§ 2. Le sursis profite au conjoint, ex-conjoint ou cohabitant légal du débiteur, qui est coobligé, par les effets de la loi, aux dettes de son époux, ex-époux ou cohabitant légal.

Cette protection ne peut profiter au cohabitant légal dont la déclaration de cohabitation légale a été faite dans les six mois précédant l'introduction de la requête visant à engager une procédure de réorganisation judiciaire visée à l'article 17, § 1^{er}.

§ 3. Sans préjudice des articles 2043bis à 2043octies du Code civil, le sursis ne profite pas aux codébiteurs ni aux débiteurs de sûretés personnelles.

La personne physique qui s'est constituée sûreté personnelle du débiteur à titre gratuit peut néanmoins demander au tribunal que soit constaté que le montant de la sûreté personnelle est manifestement disproportionné par rapport à ses facultés, au moment de l'octroi du sursis, de remboursement de la dette, cette faculté devant s'apprécier tant par rapport à ses biens meubles et immeubles que par rapport à ses revenus, et qu'elle peut ainsi bénéficier du sursis.

§ 4. Les créances sursitaires ne sont pas prises en considération dans la réglementation sur les marchés publics pour établir si le débiteur respecte ou non les modalités de remboursement des créances concernées. L'Office national de la Sécurité sociale ou l'administration des impôts ne font pas mention de ces créances dans les attestations ils délivrent.

§ 5. L'action directe instituée par l'article 1798 du Code civil n'est pas entravée par le jugement qui a déclaré ouverte la réorganisation judiciaire de l'entrepreneur, ni par les décisions prises par le tribunal au cours de celle-ci ou prises par application de l'article 59, § 2.

§ 2. Als de schuldenaar of een van zijn organen een kennelijke grove fout hebben begaan of blij geven van kennelijke kwade trouw, kan de rechtbank voor de duur van de opschorting een voorlopige bestuurder aanstellen die hen vervangt en belast wordt met het bestuur van de onderneming van de natuurlijke persoon of van de rechtspersoon.

§ 3. De rechtbank doet uitspraak op verzoek van elke belanghebbende of van het openbaar ministerie in het vonnis dat de procedure van de gerechtelijke reorganisatie opent of in een later vonnis, na de middelen van de schuldenaar en het verslag van de gedelegeerd rechter te hebben gehoord.

Voor zover het verzoek gegrond is op fouten te wijten aan een andere welbepaalde natuurlijke persoon of rechtspersoon dan de schuldenaar, moet deze persoon door de schuldenaar tot gedwongen tussenkomst worden opgeroepen.

§ 4. Op elk ogenblik van de opschorting kan de rechtbank, die op dezelfde wijze wordt aangezocht en uitspraak doet, op verslag van de rechtsmandataris of de voorlopige bestuurder, de krachtens de paragrafen 1 en 2 genomen beslissing intrekken of de bevoegdheden van de rechtsmandataris of de voorlopige bestuurder wijzigen.

§ 5. Die beslissingen worden bekendgemaakt overeenkomstig artikel 26, § 1, en er wordt kennis van gegeven overeenkomstig artikel 26, § 3.

§ 6. Deze bepalingen doen geen afbreuk aan de gemeenrechtelijke vorderingen die strekken tot de aanstelling van rechtsmandatarissen, al dan niet in de hoedanigheid van voorlopige bestuurder.

§ 7. Tegen de met toepassing van paragraaf 1 gewezen vonnissen staat geen verzet open.

§ 8. Hoger beroep ertegen wordt ingesteld bij verzoekschrift dat ter griffie van het hof van beroep wordt neergelegd binnen een termijn van acht dagen na de kennisgeving van het vonnis. De griffier van het hof van beroep geeft kennis van het verzoekschrift bij gerechtsbrief aan de gebeurlijke geïntimeerde en, in voorkomend geval, bij gewone brief aan zijn advocaat, uiterlijk op de eerste werkdag die volgt op de neerlegging van het verzoekschrift. ».

Art. 17. Artikel 32 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. De opschorting heeft geen weerslag op het lot van de schuldvorderingen die van bij de vestiging van het pand specifiek werden verpand. Vorderingen die deel uitmaken van een in pand gegeven handelszaak worden als dusdanig niet beschouwd als specifiek verpand. ».

Art. 18. Artikel 33 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. § 1. De opschorting staat de vrijwillige betaling door de schuldenaar van schuldvorderingen in de opschorting niet in de weg in zoverre die betaling vereist is voor de continuïteit van de onderneming.

§ 2. De opschorting komt ten goede aan de echtgenoot, gewezen echtgenoot of wettelijk samenwonende partner van de schuldenaar, die krachtens de wet medeverbonden is voor de schulden van zijn echtgenoot, gewezen echtgenoot of wettelijk samenwonende partner.

Deze bescherming kan de wettelijk samenwonende partner van wie de verklaring van wettelijke samenwoning werd afgelegd in de zes maanden vóór het indienen van het in artikel 17, § 1, bedoelde verzoekschrift tot het instellen van een procedure van gerechtelijke reorganisatie, niet tot voordeel strekken.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de artikelen 2043bis tot 2043octies van het Burgerlijk Wetboek komt de opschorting de medeschuldenaars en de schuldenaars van persoonlijke zekerheden niet ten goede.

De natuurlijke persoon die zich kosteloos persoonlijke zekerheid voor de schuldenaar heeft gesteld kan niettemin de rechtbank verzoeken dat wordt vastgesteld dat het bedrag van de persoonlijke zekerheid kennelijk niet evenredig is met de mogelijkheid, op het ogenblik waarop de opschorting wordt toegekend, die hij heeft de schuld terug te betalen, waarbij die mogelijkheid moet worden beoordeeld zowel ten aanzien van zijn roerende en onroerende goederen als ten aanzien van zijn inkomsten, en dat hij aldus het voordeel van de opschorting kan genieten.

§ 4. De schuldvorderingen in de opschorting worden niet in aanmerking genomen in de regelgeving op de overheidsopdrachten om te bepalen of de schuldenaar al dan niet de nadere regels inzake de terugbetaling van de desbetreffende schulden naleeft. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of het bestuur van de belastingen maakt geen gewag van die schulden in de attesten die ze afleveren.

§ 5. De in artikel 1798 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde rechtstreekse vordering wordt niet verhinderd door het vonnis dat de gerechtelijke reorganisatie van de aannemer open verklaart en evenmin door latere beslissingen die door de rechtbank zijn gewezen tijdens de reorganisatie of zijn gewezen met toepassing van artikel 59, § 2.

§ 6. Les articles 17, 2°, et 18 de la loi sur les faillites du 8 août 1997 ne sont pas applicables aux paiements faits au cours de la période de sursis. ».

Art. 19. A l'article 35 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « en s'exécutant » sont insérés entre les mots « fin à son manquement » et les mots « dans un délai de quinze jours »;

b) au paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'exercice de ce droit ne prive pas le créancier du droit de suspendre ses propres prestations. ».

Art. 20. Dans l'article 36 de la même loi les mots « contractuellement exigibles » sont insérés entre les mots « les intérêts » et les mots « , dans la mesure ».

Art. 21. A l'article 38 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La requête doit être déposée, sous peine d'irrecevabilité, au plus tard quatorze jours avant l'expiration du délai octroyé. »;

b) l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le jugement prorogant le sursis est publié par extrait, à la diligence du greffier et dans les cinq jours de sa date, au *Moniteur belge*. ».

Art. 22. L'article 39, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° s'il a sollicité une réorganisation judiciaire pour réaliser un transfert d'entreprise sous autorité de justice, à pouvoir, lorsque le transfert ne porte que sur une partie du patrimoine de la personne morale, proposer un plan de réorganisation pour le solde du patrimoine. ».

Art. 23. L'article 41 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41. § 1^{er}. Lorsque le débiteur n'est manifestement plus en mesure d'assurer la continuité de tout ou partie de son entreprise ou de ses activités au regard de l'objectif de la procédure ou lorsque l'information fournie au juge délégué, au tribunal ou aux créanciers lors du dépôt de la requête ou ultérieurement est manifestement incomplète ou inexacte, le tribunal peut ordonner la fin anticipée de la procédure de réorganisation judiciaire par un jugement qui la clôture.

§ 2. Le tribunal statue sur requête du débiteur, sur citation du ministère public ou de tout intéressé dirigée contre le débiteur, le juge délégué entendu en son rapport et le ministère public en son avis.

Dans ce cas, le tribunal peut prononcer par le même jugement la faillite du débiteur ou, s'il s'agit d'une société, la liquidation judiciaire, lorsque la demande tend également à cette fin et que les conditions en sont réunies.

§ 3. Lorsque le juge délégué considère que la fin anticipée de la procédure de réorganisation judiciaire se justifie au regard du paragraphe 1^{er}, il établit un rapport qu'il communique au débiteur, au président du tribunal et au ministère public.

Le débiteur est convoqué à comparaître, par pli judiciaire, devant le tribunal dans les huit jours de la communication du rapport. Le pli judiciaire mentionne que le débiteur sera entendu à l'audience et que le ministère public pourra y requérir que soit mis fin à la procédure de réorganisation judiciaire.

A l'audience, le débiteur est entendu et le ministère public est entendu en son avis et peut requérir, le cas échéant, la fin anticipée de la procédure.

§ 4. Le jugement est publié conformément aux modalités prévues à l'article 26, § 1^{er}, et notifié par pli judiciaire au débiteur. ».

Art. 24. Dans l'article 44 de la même loi le mot « quatorze » est remplacé par le mot « vingt ».

§ 6. De artikelen 17, 2°, en 18 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 zijn niet toepasselijk op de betalingen die tijdens de periode van opschorting worden gedaan. ».

Art. 19. In artikel 35 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « door de overeenkomst uit te voeren » ingevoegd tussen de woorden « ongedaan maakt » en de woorden « binnen een termijn »;

b) in paragraaf 2, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

« De uitoefening van dit recht ontnemt de schuldeiser niet het recht zijn eigen prestaties op te schorten. ».

Art. 20. In artikel 36 van dezelfde wet worden de woorden « contractueel verschuldigde » ingevoegd tussen de woorden « inbegrip van de » en het woord « rente ».

Art. 21. In artikel 38 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidende :

« Om ontvankelijk te zijn, dient het verzoekschrift uiterlijk veertien dagen voor het einde van de toegekende termijn te worden neergelegd. »;

b) het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

« § 4. Het vonnis dat de verlenging toestaat, wordt door toedoen van de griffier, binnen een termijn van vijf dagen na de dagtekening ervan bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. ».

Art. 22. Artikel 39, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met een bepaling onder 3°, luidende :

« 3° indien hij de procedure van gerechtelijke reorganisatie aangevraagd heeft om een overdracht onder gerechtelijk gezag te verwezenlijken, dat hij, als de overdracht van de onderneming slechts betrekking heeft op een deel van het vermogen van de rechtspersoon, een reorganisatieplan kan voorstellen voor de rest van het vermogen. ».

Art. 23. Artikel 41 van dezelfde wet wordt als volgt vervangen :

« Art. 41. § 1. Wanneer de schuldenaar kennelijk niet meer in staat is de continuïteit van het geheel of een gedeelte van zijn onderneming of van haar activiteiten te verzekeren overeenkomstig het doel van de procedure of wanneer de informatie die aan de gedelegeerd rechter, aan de rechtbank of aan de schuldeisers is verstrekt bij de neerlegging van het verzoekschrift of later kennelijk onvolledig of onjuist is, kan de rechtbank de voortijdige beëindiging van de procedure van gerechtelijke reorganisatie bevelen bij een vonnis dat de procedure afsluit.

§ 2. De rechtbank doet uitspraak op verzoekschrift van de schuldenaar, op dagvaarding van het openbaar ministerie of van iedere belanghebbende, gericht tegen de schuldenaar, na het verslag van de gedelegeerd rechter en het advies van het openbaar ministerie te hebben gehoord.

In dat geval kan de rechtbank in hetzelfde vonnis het faillissement van de schuldenaar uitspreken of, indien de schuldenaar een vennootschap is, de gerechtelijke vereffening uitspreken, wanneer zulks gevraagd is in het verzoek en aan de voorwaarden hiertoe wordt voldaan.

§ 3. Wanneer de gedelegeerd rechter van oordeel is dat de voortijdige beëindiging van de procedure van gerechtelijke reorganisatie verantwoord is in het licht van paragraaf 1, stelt hij een verslag op dat hij aan de schuldenaar, de voorzitter van de rechtbank en het openbaar ministerie bezorgt.

De schuldenaar wordt bij gerechtsbrief opgeroepen om voor de rechtbank te verschijnen binnen acht dagen na het bezorgen van het verslag. In de gerechtsbrief wordt vermeld dat de schuldenaar ter terechtzitting zal worden gehoord en dat het openbaar ministerie daar de beëindiging van de procedure van gerechtelijke reorganisatie kan vorderen.

Ter terechtzitting wordt de schuldenaar gehoord en kan het openbaar ministerie, waarvan het advies wordt gehoord, in voorkomend geval de voortijdige beëindiging van de procedure vorderen.

§ 4. Het vonnis wordt bekendgemaakt overeenkomstig de bij artikel 26, § 1, bepaalde nadere regels en er wordt kennis van gegeven aan de schuldenaar per gerechtsbrief. ».

Art. 24. In artikel 44 van dezelfde wet wordt het woord « veertien » vervangen door het woord « twintig ».

Art. 25. L'article 45 de la même loi est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

« La communication peut être faite par voie électronique.

Le débiteur transmet au greffier, soit par voie électronique, soit sur un support matériel, une copie de la communication visée au présent article, afin qu'elle soit versée au dossier visé à l'article 20.

Le débiteur transmet au greffe, pour être versés au dossier visé à l'article 20, tout accusé de réception ou toute observation faite par un créancier quant à cette communication.

Le Roi peut préciser quels sont les éléments qui doivent figurer dans la communication et la manière dont elle doit être faite. ».

Art. 26. A l'article 46 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le tribunal peut, au plus tard quinze jours avant l'audience visée à l'article 53 et sur rapport du juge délégué, décider, par voie d'ordonnance rendue à la demande concordante du créancier et du débiteur, de modifier le montant et les qualités de la créance initialement fixés par le débiteur. Le greffe notifie dans ce cas au créancier concerné pour quel montant et avec quelles caractéristiques sa créance est reprise.

Si le créancier n'a pas porté sa contestation devant le tribunal quatorze jours avant l'audience visée à l'article 53, il ne peut, sans préjudice du paragraphe 4, voter et être repris dans le plan que pour le montant proposé par le débiteur dans sa communication visée à l'article 45. »;

b) le paragraphe 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le débiteur corrige ou complète la liste après que le greffier ait fait la communication visée à l'article 53 ou lorsque le tribunal a rendu une décision conformément au paragraphe 4, le greffier avise les créanciers que la liste a été corrigée ou complétée. Cette communication peut être faite par pli ordinaire ou électroniquement, dans les conditions précisées à l'article 26. ».

Art. 27. Dans la même loi, il est inséré un article 49/1 rédigé comme suit :

« Art. 49/1. Les propositions incluent pour tous les créanciers une proposition de paiement qui ne peut être inférieure à 15 pourcent du montant de la créance.

Si le plan prévoit un traitement différencié des créanciers, il ne peut accorder aux créanciers publics munis d'un privilège général un traitement moins favorable que celui qu'il accorde aux créanciers sursitaires ordinaires les plus favorisés. Un pourcentage inférieur peut être prévu conformément à l'alinéa 3 et moyennant motivation stricte.

Le plan peut proposer de façon motivée des pourcentages inférieurs en faveur des créanciers ou catégories de créanciers susmentionnés sur la base d'exigences impérieuses et motivées liées à la continuité de l'entreprise.

Le plan ne peut contenir de réduction ou d'abandon des créances nées de prestations de travail antérieures à l'ouverture de la procédure.

Le plan ne peut prévoir de réduction des dettes alimentaires ni des dettes qui résultent pour le débiteur de l'obligation de réparer le dommage causé par sa faute et lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

Le plan de réorganisation ne peut prévoir de diminution ou suppression des amendes pénales. ».

Art. 28. L'article 55 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 55. § 1^{er}. Dans les quatorze jours de l'audience, et en tout état de cause avant l'échéance du sursis fixée par application des articles 24, § 2, et 38, le tribunal décide s'il homologue ou non le plan de réorganisation.

§ 2. Si le tribunal estime que les formalités n'ont pas été respectées ou que le plan porte atteinte à l'ordre public, il peut, par décision motivée et avant de statuer, autoriser le débiteur à proposer aux créanciers un plan de réorganisation adapté selon les formalités de l'article 53. Dans ce cas, il décide que la période de sursis est prorogée, sans que le délai maximum fixé à l'article 38 puisse toutefois être dépassé. Il fixe également la date de l'audience à laquelle il sera procédé au vote sur le plan. Les décisions rendues en vertu du présent paragraphe ne sont pas

Art. 25. Artikel 45 van dezelfde wet wordt aangevuld met vier leden, luidende :

« De mededeling kan elektronisch worden gedaan.

De schuldenaar bezorgt de griffier, hetzij elektronisch, hetzij op een materiële drager, een kopie van de in dit artikel bedoelde mededeling om ze op te nemen in het in artikel 20 bedoelde dossier.

De schuldenaar bezorgt de griffie alle ontvangstbewijzen of alle opmerkingen die de schuldeiser heeft gemaakt over die mededeling, om ze op te nemen in het in artikel 20 bedoelde dossier.

De Koning kan bepalen welke gegevens in de mededeling moeten opgenomen worden en op welke wijze deze moet worden gedaan. ».

Art. 26. In artikel 46 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

« De rechtbank kan, uiterlijk vijftien dagen voor de in artikel 53 bedoelde zitting en op verslag van de gedelegeerd rechter, bij op eensluidend verzoek van de schuldeiser en de schuldenaar gewezen beschikking beslissen het bedrag en de hoedanigheden van de schuldvordering te wijzigen die aanvankelijk door de schuldenaar waren vastgesteld. De griffie geeft in dit geval kennis aan de betrokken schuldeiser van het bedrag en de kenmerken waarmee zijn schuldvordering wordt opgenomen.

Indien de schuldeiser de betwisting niet heeft gebracht voor de rechtbank veertien dagen voor de in artikel 53 bedoelde rechtszitting kan hij, onverminderd de toepassing van paragraaf 4, enkel stemmen en in het plan worden opgenomen voor het bedrag voorgesteld door de schuldenaar in de in artikel 45 bedoelde mededeling. »;

b) paragraaf 6 wordt aangevuld met een lid luidende :

« Wanneer de schuldenaar de lijst verbetert of aanvult nadat de griffier de mededeling bedoeld in artikel 53 gedaan heeft, of wanneer de rechtbank na die mededeling overeenkomstig paragraaf 4 een beslissing neemt, verwittigt de griffier de schuldeisers dat de lijst is verbeterd of aangevuld. Deze mededeling kan bij gewone brief of elektronisch worden gedaan volgens de in artikel 26 bepaalde voorwaarden. ».

Art. 27. In dezelfde wet, wordt een artikel 49/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 49/1. De voorstellen bevatten voor alle schuldeisers een betalingsvoorstel dat niet minder dan 15 procent van het bedrag van de schuldvordering mag bedragen.

Als het plan in een gedifferentieerde behandeling van de schuldeisers voorziet, mag de behandeling van de openbare schuldeisers die een algemeen voorrecht genieten, niet minder gunstig zijn dan die welke de best behandelde gewone schuldeisers in de opschorting genieten. Overeenkomstig het derde lid en met een strikte motivering kan in een lager percentage worden voorzien.

Het plan kan voor de hierboven vermelde schuldeisers of categorieën van schuldeisers, lagere percentages voorstellen op basis van dwingende en met redenen omklede vereisten die verband houden met de continuïteit van de onderneming.

Het plan kan geen vermindering of kwijtschelding bevatten van schuldvorderingen die zijn ontstaan uit vóór de opening van de procedure verrichte arbeidsprestaties.

Het plan kan niet voorzien in een vermindering van de onderhoudsschulden, noch van de schulden die voor de schuldenaar voortvloeiën uit de verplichting tot herstel van de door zijn schuld veroorzaakte schade die verbonden is aan het overlijden of aan de aantasting van de lichamelijke integriteit van een persoon.

Het reorganisatieplan kan niet voorzien in een vermindering of kwijtschelding van de strafrechtelijke boeten. ».

Art. 28. Artikel 55 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 55. § 1. Binnen veertien dagen na de zitting, en in elk geval vóór de vervaldag van de met toepassing van de artikelen 24, § 2, en 38, bepaalde opschorting, beslist de rechtbank of zij al dan niet het reorganisatieplan homologeert.

§ 2. Indien de rechtbank oordeelt dat de pleegvormen niet werden nageleefd of dat het plan de openbare orde schendt, mag zij bij een met redenen omklede beslissing en vooraleer recht te doen, aan de schuldenaar toestaan een aangepast reorganisatieplan aan de schuldeisers voor te leggen volgens de pleegvormen van artikel 53. In dit geval beslist zij dat de periode van opschorting wordt verlengd, zonder dat de bij artikel 38 bepaalde maximumtermijn echter kan worden overschreden. Zij stelt ook de datum vast van de zitting waarop zal

susceptibles d'opposition ou d'appel.

§ 3. L'homologation ne peut être refusée qu'en cas d'inobservation des formalités requises par la présente loi ou pour violation de l'ordre public.

Elle ne peut être subordonnée à aucune condition qui ne soit pas prévue au plan de réorganisation, ni y apporter quelque modification que ce soit.

§ 4. Sous réserve des contestations découlant de l'exécution du plan de réorganisation, le jugement qui statue sur l'homologation clôture la procédure de réorganisation.

Il est publié par extrait au *Moniteur belge* par les soins du greffier. ».

Art. 29. Dans la même loi, il est inséré un article 55/1 rédigé comme suit :

« Art. 55/1. Le tribunal statue sur l'homologation nonobstant toute poursuite exercée contre le débiteur ou ses dirigeants. ».

Art. 30. Dans l'article 56, alinéa 2, de la même loi, la phrase « L'appel en est formé par requête déposée au greffe de la cour d'appel dans les huit jours de la notification du jugement et est dirigé contre le débiteur ou contre les créanciers, selon le cas. » est remplacée par les phrases suivantes : « L'appel en est formé par requête déposée au greffe de la cour d'appel dans les quinze jours de la notification du jugement et est dirigé contre le débiteur seul, en cas d'homologation, ou contre les parties qui sont intervenues au cours de la procédure de réorganisation par voie de requête, en cas de rejet de l'homologation. Les parties à l'appel peuvent appeler les autres parties en intervention. L'appel peut être interjeté même avant la publication du jugement concernant l'homologation. La cour d'appel statue d'urgence sur l'appel. ».

Art. 31. A l'article 58 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante :

« La révocation implique que le débiteur et les créanciers se retrouvent, hormis les éléments susmentionnés, dans la position qu'ils auraient eue s'il n'y avait pas eu de plan de réorganisation homologué. »;

b) l'article est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Le tribunal peut, d'office, à partir du premier anniversaire de la décision d'homologation, convoquer annuellement le débiteur pour qu'il fasse rapport sur l'exécution de l'accord collectif. Les déclarations du débiteur sont actées par le greffier en vue d'être déposées dans le dossier de la réorganisation judiciaire. ».

Art. 32. L'article 61 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 61. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions de la présente loi, une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail et rendue obligatoire par le Roi précise les modalités du transfert des droits et obligations des travailleurs concernés par un transfert d'entreprise sous autorité de justice.

§ 2. La convention collective de travail visée au paragraphe 1^{er} règle :

1° l'information des travailleurs concernés par un transfert sous autorité de justice lorsqu'il n'y a ni conseil d'entreprise ni délégation syndicale dans l'entreprise;

2° l'information que le mandataire de justice doit, sur la base des informations que doit fournir le débiteur, transmettre au cessionnaire et aux travailleurs concernés;

3° le maintien des droits et obligations des travailleurs concernés par un transfert sous autorité de justice, y compris les possibilités de dérogations;

4° le choix des travailleurs qui seront repris;

5° les modalités de conclusion d'une convention de transfert projeté entre le débiteur ou le mandataire de justice et le cessionnaire ainsi que le contenu de cette convention en ce qui concerne les droits et obligations des travailleurs repris;

6° le sort des dettes à l'égard des travailleurs repris.

overgegaan worden tot de stemming over het plan. Tegen de op grond van deze paragraaf gewezen beslissingen staat geen verzet of hoger beroep open.

§ 3. De homologatie kan slechts geweigerd worden in geval van niet-naleving van de pleegvormen die door deze wet worden opgelegd of wegens schending van de openbare orde.

Ze kan niet aan enige voorwaarde onderworpen worden die niet in het reorganisatieplan vervat is noch er enige wijziging in aanbrengen.

§ 4. Onder voorbehoud van de betwistingen die voortvloeien uit de uitvoering van het reorganisatieplan, sluit het vonnis dat oordeelt over de homologatie, de reorganisatieprocedure af.

Het wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, door toedoen van de griffier. ».

Art. 29. In dezelfde wet, wordt een artikel 55/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 55/1. De rechtbank oordeelt over de homologatie niettegenstaande elke vervolging die is ingesteld tegen de schuldenaar of zijn bestuurders. ».

Art. 30. In artikel 56, tweede lid, van dezelfde wet wordt de zin « Het hoger beroep er tegen wordt ingesteld bij verzoekschrift, neergelegd op de griffie van het hof van beroep, binnen acht dagen na de kennisgeving van het vonnis, en wordt gericht tegen de schuldenaar of tegen de schuldeisers, naar gelang van het geval. » vervangen als volgt : « Het hoger beroep er tegen wordt ingesteld bij verzoekschrift dat op de griffie van het hof van beroep wordt neergelegd binnen vijftien dagen na de kennisgeving van het vonnis, en wordt enkel gericht tegen de schuldenaar, als de homologatie is toegekend, of gericht tegen de partijen die tijdens de procedure in het geding bij verzoekschrift zijn tussengekomen, als de homologatie is verworpen. De partijen in hoger beroep kunnen de overige partijen in tussenkomst oproepen. Hoger beroep kan worden ingesteld zelfs voor de bekendmaking van de beslissing over de homologatie. Het hof van beroep doet bij hoogdringendheid uitspraak over het hoger beroep. ».

Art. 31. In artikel 58 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het vierde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« De intrekking heeft tot gevolg dat de schuldenaar en de schuldeisers zich in dezelfde toestand bevinden, behalve wat de voornoemde elementen betreft, als er geen gehomologeerd reorganisatieplan zou geweest zijn. »;

b) het artikel wordt aangevuld met een vijfde lid, luidende :

« De rechtbank kan ambtshalve, vanaf de eerste verjaardag van de homologatiebeslissing, de schuldenaar jaarlijks oproepen om verslag uit te brengen over de uitvoering van het collectief akkoord. De verklaringen van de schuldenaar worden door de griffier opgenomen om gevoegd te worden bij het dossier van de gerechtelijke reorganisatie. ».

Art. 32. Artikel 61 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 61. § 1. Onverminderd de bepalingen van deze wet verduidelijkt een collectieve arbeidsovereenkomst die gesloten is in de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard is door de Koning de nadere regels voor de overdracht van de rechten en verplichtingen van de werknemers die betrokken zijn bij een overdracht van onderneming onder gerechtelijk gezag.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst regelt :

1° de informatieverstrekking aan de bij de overdracht onder gerechtelijk gezag betrokken werknemers, indien er in de onderneming noch een ondernemingsraad noch een vakbondsafvaardiging is;

2° de informatie die de gerechtsmandataris moet overmaken aan de verkrijger en de betrokken werknemers op basis van de gegevens die de schuldenaar moet verstrekken;

3° het behoud van de rechten en verplichtingen van de bij een overdracht onder gerechtelijk gezag betrokken werknemers, met inbegrip van de afwijkingsmogelijkheden hierop;

4° de keuze van de werknemers die zullen worden overgenomen;

5° de nadere regels voor het sluiten van een overeenkomst van voorgenomen overdracht tussen de schuldenaar of de gerechtsmandataris en de verkrijger, alsook de inhoud van deze overeenkomst aangaande de rechten en de verplichtingen van de overgenomen werknemers;

6° het lot van de schulden jegens de overgenomen werknemers.

§ 3. Le choix des travailleurs qui seront repris par le cessionnaire incombe à ce dernier.

Le choix du cessionnaire doit être dicté par des raisons techniques, économiques ou organisationnelles et s'effectuer sans différenciation interdite.

En particulier, les représentants des travailleurs dans l'entreprise transférée ou la partie d'entreprise transférée ne peuvent être soumis à un traitement différencié uniquement en raison de leur activité exercée comme représentant des travailleurs dans l'entreprise transférée ou la partie d'entreprise transférée.

Sauf preuve contraire, l'absence de différenciation interdite est présumée établie si la proportion, avant le transfert sous autorité de justice, entre les travailleurs occupés dans l'entreprise transférée ou la partie d'entreprise transférée et leurs représentants dans les organes de cette entreprise ou partie d'entreprise reste respectée après le transfert.

§ 4. La convention collective de travail visée au paragraphe 1^{er} peut accorder au cessionnaire et au travailleur repris la possibilité de modifier le contrat de travail individuel au moment où le transfert sous autorité de justice a lieu, pour autant que les modifications apportées soient principalement liées à des raisons techniques, économiques ou organisationnelles.

§ 5. Le cessionnaire, le débiteur ou le mandataire de justice, peut demander par requête adressée au tribunal du travail du siège social ou de l'établissement principal du débiteur, l'homologation de la convention de transfert projeté visée au paragraphe 2, 5^o.

Le tribunal du travail vérifie si les conditions légales ont été remplies par les parties signataires et si l'ordre public a été respecté.

Le tribunal statue en urgence après avoir entendu les représentants des travailleurs et le requérant.

§ 6. Si l'homologation est accordée, le cessionnaire ne peut être tenu à des dettes et obligations autres que celles figurant dans la convention dont l'homologation est demandée. La mise en œuvre des modifications aux conditions de travail convenues collectivement ou appliquées collectivement est subordonnée à la condition suspensive de la conclusion d'une convention collective de travail qui en reproduit les termes. ».

Art. 33. L'article 62 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 62. Le mandataire de justice désigné organise et réalise le transfert ordonné par le tribunal par la vente ou la cession des actifs mobiliers ou immobiliers nécessaires ou utiles au maintien de tout ou partie de l'activité économique de l'entreprise.

Il recherche et sollicite des offres en veillant prioritairement au maintien de tout ou partie de l'activité de l'entreprise tout en ayant égard aux droits des créanciers.

Il choisit de procéder à la vente ou à la cession publiquement ou de gré à gré, auquel cas il définit dans son appel d'offres la procédure à suivre par les offrants. Il fixe notamment le délai ultime dans lequel les offres doivent lui être communiquées, au-delà duquel aucune nouvelle offre ne pourra être prise en considération. S'il entend communiquer une offre à d'autres offrants pour organiser une ou plusieurs surenchères, il le signale et précise la manière dont ces surenchères seront organisées. Il énonce, le cas échéant, les garanties d'emploi et de paiement du prix de vente et les projets et plans financiers d'entreprise qui doivent être communiqués. Pour qu'une offre puisse être prise en considération, le prix offert pour l'ensemble des actifs vendus ou cédés doit être égal ou supérieur à la valeur de réalisation forcée présumée en cas de faillite ou liquidation.

Au cas où une offre émane de personnes qui exercent ou ont exercé le contrôle de l'entreprise et exercent en même temps, à travers d'autres personnes morales, le contrôle sur des droits nécessaires à la poursuite de ses activités, cette offre ne peut être prise en considération qu'à la condition que ces droits soient accessibles dans les mêmes conditions aux autres offrants.

En cas de pluralité d'offres comparables, la priorité est accordée par le mandataire à celle qui garantit la permanence de l'emploi par un accord social.

§ 3. De keuze van de werknemers die zullen worden overgenomen, behoort aan de verkrijger.

De keuze van de verkrijger moet worden bepaald door technische, economische en organisatorische redenen en moet gebeuren zonder verboden differentiatie.

Inzonderheid de werknemers-vertegenwoordigers in de overgedragen onderneming of het overgedragen gedeelte van de onderneming mogen niet anders worden behandeld, alleen vanwege de activiteit uitgeoefend als werknemers-vertegenwoordiger in de overgedragen onderneming of het overgedragen gedeelte van de onderneming.

Behoudens bewijs van het tegendeel wordt de afwezigheid van verboden differentiatie geacht bewezen te zijn indien de voor de overdracht onder gerechtelijk gezag bestaande verhouding tussen de werknemers van de overgedragen onderneming of het overgedragen gedeelte van de onderneming en hun vertegenwoordigers in de organen van die onderneming of dat gedeelte van de onderneming na de overdracht behouden blijft.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst kan de verkrijger en de overgenomen werknemer toestaan om de individuele arbeidsovereenkomst op het ogenblik van de overdracht onder gerechtelijk gezag te wijzigen, voor zover de aangebrachte wijzigingen hoofdzakelijk verband houden met technische, economische of organisatorische redenen.

§ 5. De verkrijger, de schuldenaar of de gerechtsmandataris kan, bij verzoekschrift dat wordt gericht aan de arbeidsrechtbank van de zetel van de vennootschap of de hoofdinstelling van de schuldenaar, de homologatie vragen van de in paragraaf 2, 5^o, bedoelde overeenkomst van voorgenomen overdracht.

De arbeidsrechtbank gaat na of de ondertekenende partijen de wettelijke voorwaarden vervuld hebben en of de openbare orde werd nageleefd.

De rechtbank spreekt zich bij hoogdringendheid uit, na de vertegenwoordigers van de werknemers en de verzoeker te hebben gehoord.

§ 6. Als de homologatie wordt verleend, kan de verkrijger tot geen andere schulden en verplichtingen worden gehouden dan die welke voorkomen in de overeenkomst waarvan de homologatie is aangevraagd. Het implementeren van de wijzigingen in de arbeidsvoorwaarden die collectief zijn overeengekomen of worden toegepast, is onderworpen aan de opschortende voorwaarde van het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst die de bewoordingen ervan overneemt. ».

Art. 33. Artikel 62 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 62. De aangewezen gerechtsmandataris organiseert en verricht de door de rechtbank bevolen overdracht door de verkoop of de overdracht van de voor het behoud van het geheel of een gedeelte van de economische activiteit van de onderneming noodzakelijke of nuttige roerende of onroerende activa.

Hij zoekt en wint offertes in en waakt bij voorrang over het behoud van het geheel of een gedeelte van de activiteit van de onderneming, rekening houdend met de rechten van de schuldeisers.

Hij kiest voor de verkoop of de overdracht, openbaar of uit de hand, in welk geval hij in zijn offerteaanvraag de door de bieders te volgen procedure vaststelt. Hij bepaalt inzonderheid de uiterste termijn waarbinnen de offertes hem moeten worden bezorgd en waarna geen enkele nieuwe offerte in aanmerking kan worden genomen. Indien hij voornemens is een offerte mee te delen aan andere bieders teneinde ervoor te zorgen dat één keer of verschillende keren hoger wordt geboden, maakt hij daarvan melding en verduidelijkt hij de wijze waarop dat opbod zal worden georganiseerd. Hij geeft aan, in voorkomend geval, welke waarborgen inzake werkgelegenheid en betaling van de verkoopprijs, alsook welke financiële ondernemingsplannen en -projecten moeten medegedeeld worden. Opdat een offerte in aanmerking zou kunnen worden genomen, moet de geboden prijs voor alle verkochte of overgedragen activa gelijk zijn aan of hoger zijn dan de vermoedelijke waarde van gedwongen tegeldemaking in geval van faillissement of vereffening.

Ingeval een offerte uitgaat van personen die toezicht op de onderneming uitoefenen of hebben uitgeoefend, en die tezelfdertijd via andere rechtspersonen de controle hebben over rechten die noodzakelijk zijn voor de voortzetting van haar activiteiten, kan die offerte slechts in aanmerking worden genomen op voorwaarde dat die rechten onder dezelfde voorwaarden toegankelijk zijn voor de andere bieders.

Indien er verscheidene vergelijkbare offertes zijn, geeft de mandataris de voorkeur aan de offerte die het behoud van de werkgelegenheid garandeert door een sociaal akkoord.

Dans cette optique, le mandataire de justice désigné élabore un ou plusieurs projets de vente concomitants ou successifs, en y exposant ses diligences, les conditions de la vente projetée et la justification de ses projets et en y joignant, pour chaque vente, un projet d'acte.

Il communique ses projets au juge délégué et, par requête contradictoire, notifiée au débiteur deux jours au moins avant l'audience, il demande au tribunal l'autorisation de procéder à l'exécution de la vente proposée.

Aucune offre ou modification d'offre postérieure à cette requête ne peut être prise en considération par le tribunal. ».

Art. 34. Dans l'article 64, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « l'article 62, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « l'article 62, alinéa 7 ».

Art. 35. Dans l'article 65 de la même loi, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le prix des immeubles compris dans le transfert est perçu et ensuite réparti par le notaire commis conformément aux articles 1639 et suivants du Code judiciaire. Le solde est transmis, après que les inscriptions hypothécaires ont été effectuées, au mandataire de justice afin de figurer dans son état de ventilation. ».

Art. 36. Dans la même loi, il est inséré un article 67/1 rédigé comme suit :

« Art. 67/1. Si le débiteur est déclaré en faillite ou en liquidation judiciaire avant que le mandataire de justice n'ait rempli pleinement son mandat, le mandataire de justice demande au tribunal de le décharger. Le tribunal peut décider, sur la base du rapport du juge délégué, que le mandataire peut terminer certaines tâches. Le mandataire de justice transmet dans tous les cas le produit des transferts au curateur ou au liquidateur pour répartition.

Les honoraires du mandataire de justice sont imputés sur ceux du curateur et du liquidateur. ».

Art. 37. L'article 69 de la même loi est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« A compter du jugement visé à l'article 60, sont suspendues jusqu'au jugement visé à l'article 67, alinéa 3, toutes les voies d'exécution du chef des créances sursitaires à charge du conjoint, ex-conjoint et cohabitant légal du débiteur qui est coobligé par l'effet de cette qualité, à la dette de son conjoint, ex-conjoint ou cohabitant légal.

Cette protection ne peut profiter au cohabitant légal dont la déclaration de cohabitation légale a été faite dans les six mois précédant l'introduction de la requête visant à engager une réorganisation judiciaire prévue à l'article 17. ».

Art. 38. Dans l'article 70 de la même loi, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« S'il est déchargé, le débiteur ne peut plus être poursuivi par ses créanciers. Cette décharge libère le conjoint, l'ex-conjoint ou le cohabitant légal du débiteur, coobligé à la dette de son conjoint, ex-conjoint ou cohabitant légal, de cette obligation.

Cette décharge ne peut profiter au cohabitant légal dont la déclaration de cohabitation légale a été faite dans les six mois précédant l'introduction de la requête visant à ouvrir une procédure de réorganisation judiciaire visée à l'article 17.

La décharge ne profite pas aux codébiteurs et débiteurs de sûretés personnelles, sans préjudice de l'application des articles 2043bis à 2043octies du Code civil. ».

Art. 39. A l'article 71 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Roi arrête les règles et barèmes applicables aux mandataires de justice désignés en application des articles 27, 28 et 60. Il peut arrêter celles et ceux applicables aux administrateurs provisoires désignés en application de l'article 28. »;

Daartoe stelt de aangewezen gerechtsmandataris een of meer ontwerpen van gelijktijdige of opeenvolgende verkopen op, met vermelding van de stappen die hij heeft ondernomen, de voorwaarden van de voorgenomen verkoop en de rechtvaardiging van zijn ontwerpen, en voegt hij voor elke verkoop een ontwerp van akte bij.

Hij deelt zijn ontwerpen mee aan de gedelegeerd rechter en, bij verzoekschrift op tegenspraak, waarvan minstens twee dagen voor de zitting kennis wordt gegeven aan de schuldenaar, vraagt hij aan de rechtbank de machtiging om te kunnen overgaan tot de uitvoering van de voorgestelde verkoop.

De rechtbank neemt geen enkele offerte of offertewijziging na dat verzoekschrift in aanmerking. ».

Art. 34. In artikel 64, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden « artikel 62, vierde lid », vervangen door de woorden « artikel 62, zevende lid ».

Art. 35. In artikel 65 van dezelfde wet wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De prijs van de onroerende goederen die in de overdracht is begrepen, wordt door de aangestelde notaris geïnd en verdeeld overeenkomstig de artikelen 1639 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek. Het saldo na voldoening van de hypothecaire inschrijvingen wordt aan de gerechtsmandataris overgemaakt om opgenomen te worden in zijn verdelstaat. ».

Art. 36. In dezelfde wet wordt een artikel 67/1 ingevoegd luidende :

« Art. 67/1. Als de schuldenaar failliet of in staat van gerechtelijke vereffening wordt verklaard vooraleer de gerechtsmandataris zijn opdracht volledig heeft vervuld, verzoekt de gerechtsmandataris de rechtbank hem van zijn opdracht te ontlasten. De rechtbank kan beslissen, op verslag van de gedelegeerd rechter, dat de gerechtsmandataris nog bepaalde opdrachten kan voltooien. De gerechtsmandataris draagt in elk geval de opbrengst van de overdrachten over aan de curator of de vereffenaar voor verdeling.

Het ereloon van de gerechtsmandataris wordt aangerekend op dat van de curator en de vereffenaar. ».

Art. 37. Artikel 69 van dezelfde wet wordt aangevuld met twee leden, luidende :

« Te rekenen van het in artikel 60 bedoelde vonnis worden alle middelen van tenuitvoerlegging welke zijn gegrond op schuldverdringen in de opschorting ten laste van de echtgenoot, gewezen echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, die vanwege die hoedanigheid samen verbonden is met de schuldenaar voor de schuld van zijn of haar echtgenoot, gewezen echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, opgeschort tot het in artikel 67, derde lid, bedoelde vonnis.

Deze bescherming kan de wettelijk samenwonende partner van wie de verklaring van wettelijke samenwoning werd afgelegd in de zes maanden vóór het indienen van het in artikel 17 bedoelde verzoekschrift tot het instellen van een procedure van gerechtelijke reorganisatie, niet tot voordeel strekken. ».

Art. 38. In artikel 70 van dezelfde wet, wordt het vierde lid, vervangen als volgt :

« Indien de schuldenaar bevrijd wordt, kan hij niet meer worden vervolgd door zijn schuldeisers. De echtgenoot, gewezen echtgenoot of wettelijk samenwonende partner van de schuldenaar, die samen verbonden is voor de schuld van zijn of haar echtgenoot, gewezen echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, wordt ingevolge de bevrijding van die verplichting ontheven.

Deze bevrijding kan de wettelijk samenwonende partner van wie de verklaring van wettelijke samenwoning werd afgelegd in de zes maanden vóór het indienen van het in artikel 17 bedoelde verzoekschrift tot het openen van een procedure van gerechtelijke reorganisatie, niet tot voordeel strekken.

De bevrijding komt de medeschuldenaars en de schuldenaars van persoonlijke zekerheden niet ten goede, onverminderd de toepassing van de artikelen 2043bis tot 2043octies van het Burgerlijk Wetboek. ».

Art. 39. In artikel 71 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt de regels en barema's die van toepassing zijn op de met toepassing van de artikelen 27, 28 en 60 aangewezen gerechtsmandatarissen. Hij kan deze bepalen voor de met toepassing van artikel 28 aangewezen voorlopige bestuurders. »;

b) dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « devant le tribunal » sont insérés entre les mots « est dirigée » et les mots « , selon les formes ».

CHAPITRE 3 — *Modifications du Code des impôts sur les revenus 1992 et du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Art. 40. A l'article 402, § 4, dernier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi programme du 27 avril 2007, les mots « et les dettes sursitaires pendant la période de sursis visée dans la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises » sont insérés entre les mots « dûment respectée » et les mots « ne sont pas considérées ».

Art. 41. A l'article 408 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 26 décembre 1998 et modifié par la loi du 14 avril 2011, les mots « ou de procédure en réorganisation judiciaire » sont abrogés.

Art. 42. Dans le titre I^{er}, chapitre VI, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, il est inséré un article 161/1, rédigé comme suit :

« Art. 161/1. Sans préjudice de l'article 162, 51^o, sont exemptés des droits d'enregistrement non visés à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, les actes, jugements et arrêts relatifs à la procédure de réorganisation judiciaire introduite conformément à la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises. ».

Art. 43. L'article 162 du même Code est complété par un 51^o rédigé comme suit :

« 51^o Les actes, jugements, et arrêts relatifs à la procédure de réorganisation judiciaire introduite conformément à la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, sauf :

a) les actes qui font titre d'une convention soumise à un droit d'enregistrement visé à l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions;

b) les jugements et arrêts visés aux articles 146 et 147. ».

Art. 44. Dans le titre III, chapitre I^{er}, section I^{re}, du même Code, il est inséré un article 269/4 rédigé comme suit :

« Art. 269/4. Il est perçu, pour chaque inscription d'une demande en ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire visée aux articles 17 et 59 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, un droit de 1.000 euros. ».

Art. 45. L'article 281 du même Code, abrogé par de l'arrêté royal du 28 mai 2003, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 281. Sans préjudice de l'article 269/4, sont exempts de droits de greffe, les actes, jugements, et arrêts relatifs à la procédure de réorganisation judiciaire introduite conformément à la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises. ».

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 8 août 1997 sur les faillites*

Art. 46. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, la loi du 8 août 1997 sur les faillites, remplacé par la loi du 31 janvier 2009, les mots « et qu'il y a urgence, » sont abrogés.

CHAPITRE 5. — *Modifications de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs*

Art. 47. A l'article 30bis, § 11, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, remplacé par la loi du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 14 avril 2011, les mots « ou de procédure en réorganisation judiciaire » sont abrogés.

Art. 48. A l'article 41quinquies, § 4, de la même loi, inséré par la loi du 3 juillet 2005, les mots « commissaire au sursis » sont remplacés par les mots « un mandataire judiciaire ».

CHAPITRE 6. — *Modifications au droit social*

Art. 49. Dans l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié en dernier lieu par la loi du 30 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « §§ 10 et 11 » sont remplacés par les mots « §§ 10, 11 et 12 »;

b) in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « voor de rechtbank » ingevoegd tussen het woord « wordt » en het woord « gericht ».

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

en van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 40. In artikel 402, § 4, laatste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de programmawet van 27 april 2007, worden de woorden « en, de schuldvorderingen in de opschorting tijdens de periode van opschorting die wordt bedoeld in de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen » ingevoegd tussen de woorden « afbetalingsplan bestaat » en « worden niet beschouwd ».

Art. 41. In artikel 408 van het hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 december 1998 en gewijzigd bij wet van 14 april 2011, worden de woorden »of een procedure van gerechtelijke reorganisatie » opgeheven.

Art. 42. In titel I, hoofdstuk VI, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, wordt een artikel 161/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 161/1. Onverminderd artikel 162, 51^o, worden de akten, vonnissen en arresten, betreffende de overeenkomstig de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen ingestelde procedure van gerechtelijke reorganisatie vrijgesteld van de registratierechten die niet worden bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. ».

Art. 43. Artikel 162 van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een bepaling onder 51^o luidende :

« 51^o De akten, vonnissen en arresten betreffende de overeenkomstig de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen ingestelde procedure van gerechtelijke organisatie, behalve :

a) de akten die tot bewijs strekken van een overeenkomst onderworpen aan een registratierecht bedoeld in artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

b) de in artikelen 146 en 147 bedoelde vonnissen en arresten. ».

Art. 44. In titel III, hoofdstuk I, afdeling I, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 269/4 ingevoegd luidende :

« Art. 269/4. Voor elke inschrijving van een in de artikelen 17 en 59 van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen bedoeld verzoek tot opening van een procedure van gerechtelijke reorganisatie, wordt een recht van 1.000 euro geheven. ».

Art. 45. Artikel 281 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het koninklijk besluit van 28 mei 2003, wordt hersteld als volgt :

« Art. 281. Onverminderd artikel 269/4, worden de akten, vonnissen en arresten, betreffende de overeenkomstig de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen ingestelde procedure van gerechtelijke reorganisatie vrijgesteld van griffierechten. ».

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de faillissementswet van 8 augustus 1997*

Art. 46. In artikel 8, eerste lid, van de faillissementswet van 8 augustus 1997, vervangen bij de wet van 31 januari 2009, worden de woorden « ,en spoed vereist is, » opgeheven.

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders*

Art. 47. In artikel 30bis, § 11, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, vervangen bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 14 april 2011, worden de woorden « of een procedure van gerechtelijke reorganisatie » opgeheven.

Art. 48. In artikel 41quinquies, § 4, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 3 juli 2005, worden de woorden « commissaris inzake opschorting » vervangen door de woorden « een gerechtsmantaris ».

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen aan het sociaal recht*

Art. 49. In artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, laatst gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden « §§ 10 en 11 » vervangen door de woorden « §§ 10, 11 en 12 »;

b) le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le calcul du nombre de travailleurs occupés habituellement en moyenne, visé aux §§ 1^{er} et 2, s'effectue sur une période de référence déterminée par le Roi; en cas de transfert conventionnel d'entreprise, au sens de l'article 21, § 10, ou en cas de transfert sous autorité de justice, au sens de l'article 21, § 12, pendant cette période de référence, il n'est tenu compte que de la partie de la période de référence après le transfert conventionnel ou après le transfert sous autorité de justice. ».

Art. 50. Dans l'article 18 de la même loi, modifié par les lois du 28 janvier 1963, du 5 mars 1999 et du 27 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 3 est complété par les mots « ou § 12 »;

b) dans l'alinéa 4, les mots « ou faisant l'objet d'un concordat judiciaire » sont abrogés.

Art. 51. L'article 21 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 11 juillet 2006, est complété par un paragraphe 12 rédigé comme suit :

« § 12. Pour l'application du présent paragraphe, on entend par « entreprise » l'entité juridique.

Le sort du conseil d'entreprise existant au moment d'une réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice au sens de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises est régi, à moins que les parties à la convention de transfert n'en aient convenu autrement, par les règles suivantes :

1° En cas de transfert sous autorité de justice d'une entreprise :

— les conseils d'entreprises existants continuent à fonctionner si les entreprises concernées conservent leur caractère d'unité technique d'exploitation;

— dans les autres cas, le conseil d'entreprise de la nouvelle entreprise sera composé de tous les membres des conseils d'entreprises qui ont été élus précédemment dans les entreprises concernées. Ce conseil d'entreprise fonctionne pour l'ensemble du personnel des entreprises concernées.

2° En cas de transfert sous autorité de justice d'une partie d'entreprise à une autre entreprise disposant, comme la première, d'un conseil d'entreprise :

— si les unités techniques d'exploitation existantes restent inchangées, les conseils d'entreprises existants continuent à fonctionner;

— si le caractère des unités techniques d'exploitation est modifié, le conseil d'entreprise existant continue à fonctionner dans l'entreprise dont une partie est transférée; les délégués du personnel du conseil d'entreprise occupés dans la partie transférée de l'entreprise sont rattachés au conseil de l'entreprise à laquelle la partie visée est transférée.

3° En cas de transfert sous autorité de justice d'une partie d'une entreprise pourvue d'un conseil d'entreprise à une entreprise ne disposant pas d'un tel conseil :

— le conseil d'entreprise existant continue à fonctionner si le caractère d'unité technique d'exploitation est maintenu;

— si le caractère d'unité technique d'exploitation est modifié, le conseil d'entreprise dont une partie est transférée continue à fonctionner avec les délégués du personnel qui n'étaient pas occupés dans la partie d'entreprise qui a fait l'objet du transfert;

— de plus, un conseil d'entreprise composé des délégués du personnel occupés dans la partie transférée est constitué dans l'entreprise à laquelle une partie d'une autre entreprise est transférée.

4° Dans tous les cas de transfert sous autorité de justice d'une entreprise ou d'une partie d'entreprise, les membres qui représentaient le personnel et les candidats continuent à bénéficier des mesures de protection prévues par la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats-délégués du personnel.

5° Si le transfert sous autorité de justice intervient après que la détermination des unités techniques d'exploitation est devenue définitive et avant le jour des élections, il n'est tenu compte du transfert qu'à partir de l'installation du conseil d'entreprise. Dans ce cas, les règles prévues aux 1° à 4° sont d'application.

b) paragraaf 6 wordt vervangen door wat volgt :

« § 6. De berekening van het gemiddeld aantal gewoonlijk tewerkgestelde werknemers, bedoeld in de §§ 1 en 2, wordt uitgevoerd op basis van een door de Koning vastgestelde referentieperiode; in geval van overgang van onderneming krachtens overeenkomst in de zin van artikel 21, § 10, of in geval van overdracht onder gerechtelijk gezag in de zin van artikel 21, § 12, tijdens deze referentieperiode, wordt er enkel rekening gehouden met het deel van de referentieperiode na de overgang krachtens overeenkomst of na de overdracht onder gerechtelijk gezag. ».

Art. 50. In artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 januari 1963, 5 maart 1999 en 27 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het derde lid wordt aangevuld met de woorden « of § 12 »;

b) in het vierde lid worden de woorden « of van een onderneming die het voorwerp is van een gerechtelijk akkoord » opgeheven.

Art. 51. Artikel 21 van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 11 juli 2006, wordt aangevuld met een paragraaf 12, luidende :

« § 12. Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder « onderneming » de juridische entiteit verstaan.

Het lot van de ondernemingsraad die bestaat op het tijdstip van een gerechtelijke reorganisatie door overdracht onder gerechtelijk gezag in de zin van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, wordt, tenzij de partijen bij de overdrachtsovereenkomst anders zijn overeengekomen, geregeld door de volgende regels :

1° Bij overdracht onder gerechtelijk gezag van een onderneming :

— blijven de bestaande ondernemingsraden fungeren, zo de betrokken ondernemingen hun aard van technische bedrijfseenheid behouden;

— wordt, in de andere gevallen, de ondernemingsraad van de nieuwe onderneming gevormd door al de leden van de ondernemingsraden die vroeger werden verkozen bij de betrokken ondernemingen. Deze ondernemingsraad fungeert voor het geheel van het personeel van de betrokken ondernemingen.

2° Bij overdracht onder gerechtelijk gezag van een gedeelte van een onderneming naar een andere onderneming die elk over een ondernemingsraad beschikken :

— blijven de bestaande ondernemingsraden fungeren indien de bestaande technische bedrijfseenheden ongewijzigd behouden blijven;

— blijft, zo de aard van de technische bedrijfseenheden gewijzigd wordt, de bestaande ondernemingsraad fungeren in de onderneming waarvan een gedeelte overgaat; de personeelsafgevaardigden van de ondernemingsraad die worden tewerkgesteld in het gedeelte van de onderneming dat overgaat, worden toegevoegd aan de ondernemingsraad van de onderneming waarnaar het bedoelde gedeelte is overgegaan.

3° Bij overdracht onder gerechtelijk gezag van een gedeelte van een onderneming met een ondernemingsraad naar een onderneming zonder ondernemingsraad :

— blijft de bestaande ondernemingsraad fungeren zo de aard van technische bedrijfseenheid behouden blijft;

— blijft, zo de aard van technische bedrijfseenheid gewijzigd wordt, de ondernemingsraad van de onderneming waarvan een gedeelte is overgegaan fungeren met de personeelsafgevaardigden die niet tewerkgesteld waren in het gedeelte van de onderneming dat is overgegaan;

— wordt bovendien in de onderneming waarnaar een gedeelte van een andere onderneming is overgegaan een ondernemingsraad opgericht, bestaande uit de personeelsafgevaardigden die worden tewerkgesteld in bedoeld gedeelte.

4° In alle gevallen van overdracht onder gerechtelijk gezag van een onderneming of van een gedeelte ervan, blijven de leden die het personeel vertegenwoordigen en de kandidaten de beschermingsmaatregelen genieten die worden bepaald in de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden.

5° Indien de overdracht onder gerechtelijk gezag plaatsvindt nadat de bepaling van de technische bedrijfseenheden definitief is geworden en voor de dag van de verkiezingen, wordt met de overdracht slechts rekening gehouden vanaf de aanstelling van de ondernemingsraad. De regels bepaald in 1° tot 4° zijn in dat geval van overeenkomstige toepassing.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables jusqu'à la prochaine élection d'un conseil d'entreprise. ».

Art. 52. Dans l'article 49, alinéa 2, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifié par la loi du 3 mai 2003, les mots « et de l'article 76bis » sont insérés entre les mots « l'article 69 » et « , il y a lieu ».

Art. 53. L'article 51bis de la même loi, inséré par la loi du 5 mars 1999, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 51bis. Le calcul du nombre de travailleurs occupés habituellement en moyenne, visé aux articles 49, 50 et 51 s'effectue sur une période de référence déterminée par le Roi; en cas de transfert conventionnel d'entreprise au sens de la section 6 du présent chapitre ou en cas de transfert sous autorité de justice au sens de la section 7 du présent chapitre pendant cette période de référence, il n'est tenu compte que de la partie de la période de référence située après le transfert conventionnel ou après le transfert sous autorité de justice. ».

Art. 54. Dans le Chapitre VIII de la même loi, il est inséré une section 7 intitulée « Transfert sous autorité de justice ».

Art. 55. Dans la section 7, insérée par l'article 54, il est inséré un article 76bis, rédigé comme suit :

« Art. 76bis. Le sort des Comités existants au moment d'une réorganisation judiciaire par transfert sous autorité de justice au sens de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises est régi, à moins que les parties à la convention de transfert n'en aient convenu autrement, par les dispositions de la présente section.

La présente section est applicable jusqu'à la prochaine élection d'un Comité.

Pour l'application de la présente section, on entend par « entreprise » l'entité juridique. ».

Art. 56. Dans la même section 7, il est inséré un article 76ter, rédigé comme suit :

« Art. 76ter. En cas de transfert sous autorité de justice d'une entreprise :

- les Comités existants continuent à fonctionner si les entreprises concernées conservent leur caractère d'unité technique d'exploitation;
- dans les autres cas, le Comité de la nouvelle entreprise est composé de tous les membres des Comités qui ont été élus précédemment dans les entreprises concernées. Ce Comité fonctionne pour l'ensemble du personnel des entreprises concernées. ».

Art. 57. Dans la même section 7, il est inséré un article 76quater, rédigé comme suit :

« Art. 76quater. En cas de transfert sous autorité de justice d'une partie d'entreprise à une autre entreprise qui dispose comme la première d'un Comité :

- si les unités techniques d'exploitation existantes restent inchangées, les Comités existants continuent à fonctionner;
- si le caractère des unités techniques d'exploitation est modifié, le Comité existant continue à fonctionner dans l'entreprise dont une partie est transférée; les délégués du personnel du Comité occupés dans la partie transférée de l'entreprise sont rattachés au Comité de l'entreprise dans laquelle la partie visée est transférée. ».

Art. 58. Dans la même section 7, il est inséré un article 76quinquies, rédigé comme suit :

« Art. 76quinquies. En cas de transfert sous autorité de justice d'une partie d'une entreprise pourvue d'un Comité à une entreprise ne disposant pas d'un tel Comité :

- le Comité existant continue à fonctionner si le caractère d'unité technique d'exploitation est maintenu;
- si le caractère d'unité technique d'exploitation est modifié, le Comité de l'entreprise dont une partie est transférée continue à fonctionner avec les délégués du personnel qui n'étaient pas occupés dans la partie d'entreprise qui a fait l'objet du transfert;
- de plus, un Comité composé des délégués du personnel occupés dans la partie transférée, est constitué dans l'entreprise où une partie d'une autre entreprise est transférée. ».

De bepalingen van deze paragraaf zijn van toepassing tot de eerstvolgende verkiezing van een ondernemingsraad. ».

Art. 52. In artikel 49, tweede lid, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd bij de wet van 3 mei 2003, worden de woorden « en van artikel 76bis » ingevoegd tussen de woorden « van artikel 69 » en de woorden « , dient ».

Art. 53. Artikel 51bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 5 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 51bis. De berekening van het gemiddeld aantal gewoonlijk tewerkgestelde werknemers, bedoeld in de artikelen 49, 50 en 51, wordt uitgevoerd op basis van een door de Koning vastgestelde referentieperiode; in geval van overgang van onderneming krachtens overeenkomst, in de zin van afdeling 6 van dit hoofdstuk of in geval van overdracht onder gerechtelijk gezag, in de zin van afdeling 7 van dit hoofdstuk, tijdens deze referentieperiode, wordt er enkel rekening gehouden met het deel van de referentieperiode na de overgang krachtens overeenkomst of na de overdracht onder gerechtelijk gezag. ».

Art. 54. In hoofdstuk VIII van dezelfde wet wordt een afdeling 7 ingevoegd, luidende « Overdracht onder gerechtelijk gezag ».

Art. 55. In afdeling 7, ingevoegd bij artikel 54, wordt een artikel 76bis ingevoegd, luidende :

« Art. 76bis. Het lot van de Comités die bestaan op het tijdstip van een gerechtelijke reorganisatie door overdracht onder gerechtelijk gezag in de zin van de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, wordt, tenzij de partijen bij de overdrachtsovereenkomst anders zijn overeengekomen, geregeld door de bepalingen van deze afdeling.

Deze afdeling is van toepassing tot de volgende verkiezing van een Comité.

Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder « onderneming » de juridische entiteit. ».

Art. 56. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 76ter ingevoegd, luidende :

« Art. 76ter. Bij overdracht onder gerechtelijk gezag van een onderneming :

- blijven de bestaande Comités fungeren, zo de betrokken ondernemingen hun aard van technische bedrijfseenheid behouden;
- wordt, in de andere gevallen het Comité van de nieuwe onderneming gevormd door al de leden van de Comités die vroeger werden verkozen bij de betrokken ondernemingen. Dit Comité fungeert voor het geheel van het personeel van de betrokken ondernemingen. ».

Art. 57. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 76quater ingevoegd, luidende :

« Art. 76quater. Bij overdracht onder gerechtelijk gezag van een gedeelte van een onderneming naar een andere onderneming die beide over een Comité beschikken :

- blijven de bestaande Comités fungeren indien de bestaande technische bedrijfseenheden ongewijzigd blijven;
- blijft, zo de aard van de technische bedrijfseenheden gewijzigd wordt, het bestaande Comité fungeren in de onderneming waarvan een gedeelte overgaat; de personeelsafgevaardigden van het Comité die worden tewerkgesteld in het gedeelte van de onderneming dat overgaat, worden toegevoegd aan het Comité van de onderneming waarnaar het bedoelde gedeelte is overgegaan. ».

Art. 58. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 76quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 76quinquies. Bij overdracht onder gerechtelijk gezag van een gedeelte van een onderneming met een Comité naar een onderneming zonder Comité :

- blijft het bestaande Comité fungeren, zo de aard van technische bedrijfseenheid behouden blijft;
- blijft, zo de aard van technische bedrijfseenheid gewijzigd wordt, het Comité van de onderneming waarvan een gedeelte is overgegaan, fungeren met de personeelsafgevaardigden die niet tewerkgesteld waren in het gedeelte van de onderneming dat is overgegaan;
- wordt bovendien, in de onderneming waarnaar een gedeelte van een andere onderneming is overgegaan, een Comité opgericht bestaande uit de personeelsafgevaardigden die worden tewerkgesteld in bedoeld gedeelte. ».

Art. 59. Dans la même section 7, il est inséré un article 76sexies, rédigé comme suit :

« Art. 76sexies. Dans tous les cas de transfert sous autorité de justice d'une entreprise ou d'une partie d'entreprise, les membres qui représentaient le personnel et les candidats continuent à bénéficier des mesures de protection prévues par la loi précitée du 19 mars 1991. ».

Art. 60. Dans la même section 7, il est inséré un article 76septies, rédigé comme suit :

« Art. 76septies. Si le transfert sous autorité de justice intervient après que la détermination des unités techniques d'exploitation est devenue définitive et avant le jour des élections, il n'est tenu compte du transfert qu'à partir de l'installation du Comité. Dans ce cas, les règles prévues aux articles 76ter à 76sexies sont d'application. ».

CHAPITRE 7. — Dispositions transitoires et entrée en vigueur

Art. 61. L'article 32 s'applique aux transferts d'entreprises sous autorité judiciaire qui sont consécutifs à une requête déposée ou une citation signifiée à partir de l'entrée en vigueur de cet article.

Art. 62. À l'exception des articles 7 et 42 à 45, la présente loi entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles 7 et 42 à 45 entrent en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard le 31 décembre 2014.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM
Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—
Note

(1) *Session 2012_2013*

Documents de la Chambre des représentants :

53-2692 - 2012/2013 :

N^o. 1 : Projet de loi.

N^o. 2 : Amendements.

N^o. 3 : Rapport.

N^o. 4 : Texte adopté par la commission.

N^o. 5 : Amendements.

N^o. 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 2 mai 2013.

Art. 59. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 76sexies ingevoegd, luidende :

« Art. 76sexies. In alle gevallen van overdracht onder gerechtelijk gezag van een onderneming of van een gedeelte ervan, blijven de leden die het personeel vertegenwoordigen en de kandidaten de beschermingsmaatregelen genieten die worden bepaald in de voornoemde wet van 19 maart 1991. ».

Art. 60. In dezelfde afdeling 7 wordt een artikel 76septies ingevoegd, luidende :

« Art. 76septies. Indien de overdracht onder gerechtelijk gezag plaatsvindt nadat de bepaling van de technische bedrijfseenheden definitief is geworden en voor de dag van de verkiezingen, wordt met de overdracht slechts rekening gehouden vanaf de aanstelling van het Comité. De in de artikelen 76ter tot 76sexies bepaalde regels zijn in dat geval van toepassing. ».

HOOFDSTUK 7. — Overgangsbepalingen en inwerkingtreding

Art. 61. Artikel 32 is toepasselijk op overdrachten van onderneming onder gerechtelijk gezag die het gevolg zijn van een verzoekschrift dat wordt neergelegd of een dagvaarding die wordt betekend vanaf de inwerkingtreding van dit artikel.

Art. 62. Met uitzondering van de artikelen 7 en 42 tot 45 treedt deze wet in werking tien dagen nadat ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Artikel 7 en 42 tot 45 treden in werking op de door de Koning bepaalde datum, en ten laatste op 31 december 2014.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 mei 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—
Nota

(1) *Zitting 2012_2013*

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-2692 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5 : Amendementen.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 2 mei 2013.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09343]

10 JUILLET 2013. — Arrêté royal relatif à l'attribution d'un subside de 2.047.000 EUR pour le fonctionnement du Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, article 181, § 2;

Vu la loi du 21 juin 2002 relative au Conseil central des Communautés philosophiques non confessionnelles de Belgique, aux délégués et aux établissements chargés de la gestion des intérêts matériels et financiers des communautés philosophiques non confessionnelles reconnues, notamment les articles 48 à 51;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, notamment les articles 121 à 124;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09343]

10 JULI 2013. — Koninklijk besluit tot toekenning van een subsidie van 2.047.000 EUR voor de werking van de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 181 § 2;

Gelet op de wet van 21 juni 2002 betreffende de Centrale Raad der niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen van België, de afgevaardigden en de instellingen belast met het beheer van de materiële en financiële belangen van de erkende niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschappen, inzonderheid op artikelen 48 tot 51;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van comptabiliteit van de federale Staat, inzonderheid op de artikelen 121 tot 124;